

## VD\_FINDINFO Décision / 2011 / 347 vom 11. Juli 2011

VD Tribunal cantonal, 2011-07-11, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_D\\_cision\\_\\_2011\\_\\_347](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_D_cision__2011__347)

FR: VD\_FINDINFO Décision / 2011 / 347 du 11 juillet 2011

IT: VD\_FINDINFO Décision / 2011 / 347 del 11 luglio 2011

### Regeste

RETRAIT{VOIE DE DROIT} | 94 al. 1 let. c LPA-VD

### Volltext

Vaud Tribunal cantonal Cour des assurances sociales 11.07.2011 Décision / 2011 / 347

RETRAIT{VOIE DE DROIT} | 94 al. 1 let. c LPA-VD

TRIBUNAL CANTONAL AVS 19/11 - 34/2011 COUR DES ASSURANCES SOCIALES

\_\_\_\_\_ Décision du 11 juillet 2011

\_\_\_\_\_ Présidence de M. Dind , juge unique Greffière :

Mme Barman \*\*\*\*\* Cause pendante entre : I. \_\_\_\_\_ , à [...], recourant, et caisse cantonale vaudoise de compensation avs , à Clarens, intimée. \_\_\_\_\_ Art. 94 al. 1 let. c LPA-VD Vu le recours formé le 11 mai 2011 par I. \_\_\_\_\_ à l'encontre de la décision sur opposition prise le 10 mai 2011 par la Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS, vu la réponse déposée le 8 juin 2011 par la Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS, vu la déclaration de retrait du recours envoyée par le recourant le 23 juin 2011, et dûment contresignée par acte reçu le 11 juillet 2011 ; considérant qu'il y a lieu de rayer la cause du rôle par suite de retrait du recours, selon la procédure de l'art. 94 al. 1 let. c LPA-VD (loi vaudoise sur la procédure administrative ; RSV 173.36), qu'il n'y a pas lieu de percevoir des frais de justice ni d'allouer de dépens (art. 91 et 99 LPA-VD). Par ces motifs, le juge unique prononce : I. La cause est rayée du rôle par suite de retrait du recours. II. Il n'est pas perçu de frais judiciaires ni alloué de dépens. Le juge unique : La greffière : Du La décision qui précède est notifiée à : ■ I. \_\_\_\_\_ ■ Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS ■ Office fédéral des assurances sociales par l'envoi de photocopies. La présente décision peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral ; RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.